

Investir dans l'intelligence artificielle et dans les citoyens

David Lacomblet,
président de La villa numeris

Omniprésente, l'intelligence artificielle (IA) n'échappe pas aux programmes des candidats aux élections municipales. Sans nul doute, elle s'immiscera demain dans la gestion de communes soucieuses d'efficacité, d'attractivité et d'investissements maîtrisés.

Adjuvant, espéré ou avéré, des stratégies d'entreprises ou des politiques publiques, la technologie devient centrale. Dès lors, tout retard ou absence de déploiement révèle les faiblesses des organisations comme celles-ci ont pu le constater en particulier lors de la crise sanitaire du Covid-19 où toute l'économie a basculé d'un coup d'un seul dans l'immatériel. Les communes, pour la plupart, ont su pallier leur retard technologique par leur très grande proximité avec les habitants. Il n'en reste pas moins qu'elles doivent se mettre à la page au risque sans cela de se voir déclasser. Les candidats l'ont bien compris.

Les maires sont bien placés pour savoir que la déconnexion n'est pas un luxe mais une menace. Sans accès au haut débit, le prix du foncier baisse et les entreprises se détournent. Quand elles sont moins attractives, les communes périlissent. Elles ne sauraient faire l'impasse sur les solutions d'IA que leurs citoyens utilisent désormais au quotidien pour les plus génératives ou sans même le savoir dès lors, par exemple, qu'ils se guident grâce à un plan interactif.

Les campagnes électorales constituent un parfait miroir de leur époque. En matière numérique, les candidats ont toujours su prendre la vague par la promesse qu'ils y voient de nouer un lien direct, à bon marché, avec les électeurs tout en maîtrisant leur

communication. Ainsi, dans la plupart des plus grandes communes, les listes disposaient d'un site Web pour les municipales de 2001, d'une présence sur les principaux réseaux sociaux, Facebook et Twitter à l'époque, en 2008, d'une chaîne YouTube en 2014, et de réunions en visioconférence en 2020. La maîtrise des outils préfigure l'ambition. Les candidats comme les élus devraient à présent veiller tout particulièrement au bon référencement de leurs propos et de leur action afin de laisser des ancres dans le vaste océan du Web, principale source d'information des modèles de langage dans lesquels s'entraînent les IA génératives.

Une étude IPSOS-BVA pour l'ARCOM publiée début 2026 montre que près d'un Français sur deux a déjà utilisé ou envisage d'utiliser un robot conversationnel pour se renseigner sur la politique. Ainsi, Le Chat de Mistral, Gemini de Google, ChatGPT d'OpenAI et Claude d'Anthropics s'imposent comme de nouveaux intermédiaires, avec un haut niveau de confiance de la part de leurs utilisateurs.

Un panorama des propositions formulées par les candidats dans les grandes métropoles françaises, pour les élections des 15 et 22 mars 2026, dessine des tendances qui recoupent les préoccupations et aspirations de leurs habitants telles qu'ils peuvent les exprimer dans les enquêtes d'opinion plus sûrement encore que sur les marchés. Le risque avec l'IA en matière programmatique aussi est celui de la répétition à l'envi. Les propositions se ressemblent étonnamment d'une ville à l'autre en tentant de tenir compte des particularismes locaux.

Ainsi, la sécurité publique offre le sujet le plus présent et le terrain le plus clivant entre



les tenants, sur la droite de l'échiquier, de villes prédictives, et ceux plus réservés, à l'opposé, craignant des risques de surveillance généralisée. Les solutions de vidéosurveillance algorithmique se trouvent au cœur des débats. L'expérimentation pour les jeux olympiques de 2024, permettant de repérer les mouvements suspects sans recours à la reconnaissance faciale, a ouvert la voie et les esprits dans le but d'anticiper les flux de foule. Des candidats y voient l'opportunité d'optimiser les interventions des forces de polices municipales, de surveiller les dépôts sauvages ou les débuts d'incendies. Les partisans de lignes sécuritaires prônent des renforcements subséquents et conséquents des parcs de caméras et des dispositifs d'analyse.

Désormais, tout est « augmenté » à l'IA. Le vocable se retrouve accolé, parfois à la légère, à de nombreuses fonctions et institutions. Les mairies n'échappent pas à la règle. C'est ainsi que des candidats soucieux de renforcer l'efficacité administrative promettent d'aller vers des mairies augmentées. En intégrant des solutions d'IA génératives dans les services municipaux, ils espèrent réduire les délais de traitement. L'expérimentation lancée par la ville de Cannes à l'automne 2024 a ici valeur d'exemple.

La promesse d'un agent conversationnel disponible 24 heures sur 24 est tentante pour répondre aux moindres questions d'état civil ou d'urbanisme. Faut-il encore qu'il soit sacrément affûté pour répondre et sans sacrifier la possibilité d'échanger avec un agent en chair et en os qu'il faudra également former.

Les décideurs politiques ne doivent pas ignorer que leurs concitoyens ont le sentiment que les services publics se dégradent et que les outils numériques contribuent à distendre le lien. Le renseignement d'un formulaire pour prendre un rendez-vous ou l'imposition

d'un échange téléphonique préalable sont jugés sévèrement quand il s'agit de résoudre un problème urgent. Et dans le cercle de sa maison et de sa famille au milieu d'une commune, tout revêt un caractère d'urgence. Investir dans l'IA demain nécessite de miser sur les humains dès aujourd'hui.

Au-delà, les solutions d'intelligence artificielle peuvent contribuer à une optimisation des budgets ne serait-ce qu'en permettant de mieux analyser les marchés publics ou encore de détecter des anomalies comptables promettant des économies de gestion. Autant de rêves difficiles à vendre en période électorale mais qui peuvent faire la différence au moment de fixer les recettes locales des impôts.

Assumant une responsabilité sociale et éducative majeure, les communes se doivent également d'agir en la matière. Véritable sujet de société, la prévention des dérives est prise en compte par de nombreux candidats, parfois au-delà même des prérogatives qui seront les leurs s'ils sont élus. La protection des mineurs peut néanmoins relever d'impulsions locales en matière de sensibilisation.

Alors que l'association Villes Internet rappelle que plus d'un quart de la population a des compétences numériques faibles, les candidats aujourd'hui, élus demain, garants du « vivre ensemble », devront se faire fort de maintenir le lien social et d'accompagner les populations les plus défavorisées et précaires. Lors de la dernière décennie, plus de 3 500 tiers-lieux sont sortis de terre en France, dont deux tiers hors des 22 métropoles administratives et un tiers en zone rurale. Leur succès doit beaucoup à l'engagement commun et conjoint des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens eux-mêmes. En toute logique, des Maisons de l'IA devraient éclore un peu partout dans les années à venir. Espaces de vie, de



coworking et d'apprentissage, les élus devront veiller à leur trouver des financements pérennes sans compromettre les initiatives privées.

Utilisée à bon escient, l'intelligence artificielle doit contribuer à rassembler et non à isoler. La technologie constitue un levier majeur pour accroître l'attractivité des communes et optimiser leur gestion quotidienne. Le recours à l'autonomisation et à l'exploitation des données améliore la collecte des déchets, le nettoyage de la voirie et la distribution de l'eau.

Face à des exigences écologiques, de plus en plus partagées, les communes doivent également envisager une approche holistique des transports pour permettre aux citoyens soucieux de leur environnement de jongler, grâce à des applications, avec les différents modes offerts, ici un bus, là un vélo.

Dans une situation budgétaire contrainte, les élus devront choisir leurs priorités. Car le moindre de leurs investissements numériques sera jugé à l'aune de modèles efficients et de services efficaces de géants de la technologie, comme Google, Facebook, Netflix et tant d'autres, qui à leur manière simplifient aussi la vie de leurs consommateurs.

Alors que nos téléphones portables se sont transformés en véritables télécommandes de nos vies, la pression sur les élus s'en trouve renforcée de la part de citoyens désormais habitués à avoir tout, tout le temps, tout de suite. Des citoyens qui sauront rappeler qu'en dépit de la puissance des réseaux, c'est toujours eux qui ont le dernier mot.